

Vijay Singh

**Staline et la Question du «Socialisme de Marché» en Union Soviétique
Après la Seconde Guerre Mondiale**

Texte Présenté au Séminaire International «Staline Aujourd'hui» à l'Université
d'État de Moscou, 5 et 6 novembre 1994



www.MinisterieVanPropaganda.org

Nous venons d'assister à la désintégration finale de l'Union soviétique. Staline a-t-il quelque chose à nous dire à propos de cet événement? Nous allons défendre l'idée que sa dernière oeuvre importante, Problèmes économiques du socialisme en URSS, est un point de départ central pour examiner les «réformes de marché» qui ont été introduites en Union soviétique après 1953, et pour tirer des conclusions quant à leur caractère économique et politique.

Quel était le contexte des discussions économiques?

Le PCUS(b) considérait que les fondements d'un État socialiste avaient été établis en gros dès 1935. Le XVIII^e Congrès du Parti pensait que la transition vers une société communiste était la voie vers la poursuite du développement du pays. Un comité fut constitué pour dessiner le nouveau programme du Parti et, en 1941, le Comité d'État au Plan fut prié de formuler un programme de développement économique de quinze ans, dont le rôle serait de jeter les bases de la société communiste.

Ce projet fut perturbé par l'invasion nazie, mais fut repris dans l'immédiat après-guerre. En 1947, Malenkov nota, lors de la Neuvième Conférence Informburo du Parti, que ce dernier «était occupé à travailler à la préparation d'un nouveau programme pour le PCUS(b). Le programme en cours du PCUS est visiblement obsolète et doit être remplacé par un autre».1 La tâche fut réitérée lors du XIX^e Congrès du Parti, en 1952. Lorsqu'il présenta son rapport sur le Quatrième Plan Quinquennal au Soviet Suprême, en 1946, N.A. Voznesensky rappela la tâche dont il avait été chargé en 1941. Le plan, plaidait-il, «envisage de parachever la construction d'une société socialiste sans classes et la transition graduelle du socialisme au communisme. Il envisage l'accomplissement de la tâche économique de base de l'URSS, à savoir rattraper et dépasser, économiquement parlant, les principaux pays capitalistes en ce qui concerne le volume de production industrielle par habitant».2

Staline était d'accord avec la perspective de ce programme, comme l'indique clairement sa réponse à la question d'un correspondant britannique qui lui demandait s'il croyait possible de construire «le communisme dans un seul pays». Staline répondit que c'était «parfaitement possible, surtout dans un pays comme l'Union soviétique».3

Le socialisme: une lutte incessante pour l'abolition de classes

La critique de Staline dans Problèmes économiques de l'économiste du Gosplan, L.D. Yaroshenko, montre que des survivances prononcées des vues de Bogdanov persistaient dans la période d'après-guerre. Yaroshenko ne représentait pas un point de vue isolé. Yudin suggérait qu'il y avait un véritable courant parmi les travailleurs scientifiques, la «Yaroshenkovschini», qui marquait la récurrence d'un retour en arrière vers le «trotskisme-boukharinisme-bogdanovisme». On se rappellera que Bogdanov a été l'auteur de textes pré-

révolutionnaires influents sur l'économie politique. En philosophie, il adoptait les vues de Mach et d'Avenarius, vues qui avaient poussé Lénine à formuler sa réponse dans *Matérialisme et Empirio-criticisme*. En 1917, il avait soutenu des positions quasi mencheviques, se basant sur le fait que les conditions matérielles n'existaient pas en Russie pour une révolution socialiste. Sur le terrain culturel, il défendait une «culture prolétarienne pure» qui niait l'héritage pré-révolutionnaire. Dans la dernière période de sa vie, il avait développé l'idée d'une «science organisationnelle», qu'il appelait «tectologie», soutenant que les relations structurelles pouvaient être généralisées comme des schémas formels, exactement comme les relations de magnitude en mathématiques.⁴

De telles vues étaient clairement éloignées des propositions du matérialisme dialectique, du matérialisme historique et de l'économie politique marxiste. Bogdanov a exercé une influence extraordinaire sur la gauche russe, y compris sur Lunacharsky, Gorky et Boukharine, dont les écrits sont saturés de ses positions sur les questions d'économie politique, de matérialisme historique, ainsi que sur les questions de science et de technologie.

Staline a fait remarquer que Yaroshenko sous-estimait l'importance des rapports de production, qu'il surestimait le rôle des forces productives dans le développement progressif de la société et que, de ce fait, il réduisait les rapports de production à une simple composante des forces de production. Yaroshenko abolissait virtuellement l'économie politique du socialisme en ignorant des questions centrales telles que l'existence prolongée de diverses formes de propriété, de circulation des biens et des catégories de valeur en général et cherchait à transformer la science de l'économie politique en une organisation rationnelle sans classes des forces productives qui rappelait beaucoup Bogdanov. En opposition à cet économisme marqué, Staline réitéra que des contradictions persistaient en URSS entre les rapports de production et les forces de production. Si les instances dirigeantes appliquaient des lignes de conduite incorrectes, des conflits éclateraient inévitablement et, dans de telles conditions, les rapports de production ne pourraient que retarder le développement des forces de production.

Les vues de Yaroshenko rappellent les tentatives de Boukharine de fermer les yeux sur l'éruption de conflits de classes dans les campagnes et son désir de bloquer les rapports de production capitalistes existant alors dans l'agriculture, pour tourner son attention vers la «révolution technique». Boukharine déclara ouvertement dans les années 30 que «la révolution du prolétariat dans notre pays entre dans une phase nouvelle qui lui est propre: la phase de la révolution technique».⁵ De telles vues prévalurent aussi dans les années arides qui suivirent 1953. Le socialisme ne signifiait plus, comme pour Lénine et Staline, l'abolition des classes et la progression vers le communisme, mais le maintien des fermes collectives comme forme de propriété, le développement de l'idéologie d'une «avancée scientifico-technique» sans classes et l'introduction généralisée des

relations marchandises-argent. Les vues de Yaroshenko étaient entièrement compatibles avec l'établissement des relations de marché après 1953. La direction soviétique ne se préoccupa nullement du maintien ou du développement des rapports socialistes de production et s'avéra incapable de maintenir le haut niveau permanent de développement des forces productives qui avait caractérisé l'époque de Staline.

L'expérience des politiques économiques suivies après 1953 démontre le bien-fondé de l'idée selon laquelle l'application de lignes de conduite incorrectes conduirait à une situation où les rapports de production freineraient les forces de production. Yaroshenko semble ne pas avoir ignoré les implications de ses vues. Écrivant en 1992, il ne se soucia nullement des conséquences de la destruction de l'URSS pour l'économie politique marxiste. Il continua à souligner la primauté de la connaissance des lois du développement des forces de production par-dessus toute question sociale et réitéra son opinion de 1951 selon laquelle le thème central de la discussion sur le *Textbook of Political Economy* de cette année-là aurait dû être de poser la question du fonctionnement rationnel, organisationnel de l'économie socialiste. Ce qui était nouveau, c'est qu'à propos des rapports de production sous le socialisme, il soutenait que l'organisation scientifique de l'économie présupposait la perfection des rapports de production socialistes, qu'en jargon contemporain, il qualifia de «rapports socio-organisationnels» et de «mécanisme économique».6 Par cette logique, Yaroshenko se faisait clairement l'avocat de l'économie politique de la période de la perestroïka.

La question de la persistance de contradictions sociales entre les rapports de production et les forces de production avait des ramifications plus étendues. Dans *L'idéologie allemande*, Marx soutenait que les contradictions entre les relations de production et les forces de production étaient à la racine des affrontements de classes. La critique exprimée à l'égard de Yaroshenko par Staline établit clairement que, dans sa dernière contribution théorique, il reconnaissait toujours que des contradictions et une lutte de classes continuaient à exister dans une société socialiste. Comme on l'a vu, la critique de Yaroshenko affirmait clairement que si l'on appliquait des lignes de conduite correctes, des conflits surgiraient, qui freineraient les forces de production. En même temps, Staline considérait que, dans les conditions du socialisme, ces questions n'allaient normalement pas jusqu'à déboucher sur des conflits puisqu'il était possible à la société de procéder par étapes pour faire coïncider les rapports de production, qui étaient restés à la trame, avec le caractère des forces de production la société socialiste ne contenant pas de classes vieillissantes qui auraient pu organiser la résistance. Elle contenait néanmoins des forces rétrogrades et inertes qui ne comprenaient pas la nécessité de modifier les rapports de production. Staline considérait qu'il était possible de surmonter de telles vues sans donner lieu à des conflits. Cette façon de voir était en accord

avec celle de Lénine, qui déclarait que, sous le socialisme, les contradictions persistaient mais n'étaient plus antagoniques.

La discussion sur la persistance de contradictions sociales dans la société soviétique eut des implications évidentes sur la philosophie soviétique. Yudin souligna que beaucoup de philosophes, y compris lui-même, en soutenant qu'il y avait concordance complète entre les rapports de production et les forces de production dans la société soviétique, avaient nié l'existence de contradictions entre les deux. En 1951, le philosophe Glezerman, dans sa brochure *Concordance parfaite entre les rapports de production et les forces de production dans une société socialiste* en était arrivé imperturbablement à cette conclusion et ne s'était même pas soucié d'analyser les relations économiques, les forces de production et les rapports de production de la société soviétique. Yudin concluait que nier l'existence de toute contradiction avait conduit la philosophie soviétique à la construction de schémas métaphysiques sans vie.⁷

En mai 1921, Lénine avait mis l'accent sur le fait que le produit des usines socialistes «n'était pas une denrée au sens politico-économique» et qu'il était déjà «une denrée cessant d'être une denrée».⁸ Cependant, dans *Problèmes économiques*, l'économiste soviétique A.I. Notkin a exprimé l'opinion que les instruments de production fabriqués par le secteur social étaient en réalité des marchandises. Staline rejeta cette façon de voir et précisa que les instruments de production étaient alloués aux entreprises et non vendus, que l'État restait propriétaire de ces instruments de production et que ceux-ci étaient utilisés par l'administration des entreprises, agissant en qualité de représentant de l'État en accord avec les plans de l'État. En 1948, une tentative concertée fut faite par le président du Gosplan, N.A. Voznesensky, qui s'est matérialisée par une réforme des prix de gros en janvier 1949, réforme destinée à mettre fin au système des subventions de l'État dans l'industrie lourde et le transport. Voznesensky s'efforça d'introduire un principe de profit minimal de 3 à 5% sur le coût de production, dans les secteurs de production comprenant l'industrie lourde et les transports ferroviaires, de façon à poser les bases de la transformation des moyens de production en marchandises.⁹ Cette tentative d'introduire le fonctionnement de la loi de la valeur dans les moyens de production de base fut rapidement étouffée. Voznesensky fut démis de son poste à l'initiative de Staline, le 5 mars 1949.

Dans *Problèmes économiques*, Staline affirme que la sphère de production de marchandises en Union soviétique est limitée et bien définie: il n'y a plus de bourgeoisie, mais seulement des producteurs socialistes associés dans l'État, les coopératives et les fermes collectives. La production de marchandises était limitée aux biens de consommation personnelle. Pour cette raison, Staline niait que la production de marchandises en Union soviétique puisse donner naissance aux catégories économiques de la production capitaliste de marchandises, telles que «le travail considéré comme une marchandise, valeur excédentaire, capital,

produit capitaliste, taux moyen de profit».10 Ces notions prévalaient chez une partie des économistes soviétiques, comme le montre bien la critique des erreurs anti-marxistes en sciences sociales de Yudin. Merzenev et Mikolenko soutenaient l'opinion que le travail était une marchandise en Union soviétique, exactement comme dans la société capitaliste. A. Yakovlev prétendait que l'adjectif «capitaliste» était applicable aux conditions soviétiques. L'économiste renommé Atlas déclarait quant à lui que le taux de profit moyen était appliqué dans l'économie soviétique.11

Transformation fondamentale de la politique économique après la mort de Staline

Une transformation fondamentale de la politique économique s'est produite entre la mort de Staline et le XXe Congrès du PCUS. Les projets de plans destinés à jeter les fondations d'une société communiste furent abandonnés au profit d'un programme de prospérité consumériste. La proposition de Staline, approuvée par le XIXe Congrès du PCUS, d'introduire graduellement un échange de produits entre la ville et la campagne pour remplacer la circulation mercantile de biens fut annulée en mai 1953, et un programme visant à étendre la circulation des marchandises fut adopté sous le prétexte d'accroître ce qu'un slogan appela le «commerce soviétique». Le rôle du Gosplan dans l'économie soviétique fut progressivement restreint par l'expansion des droits économiques des ministères soviétiques de l'ensemble de l'Union, en avril 1953, et par l'extension des pouvoirs des directeurs d'entreprises et des ministères des Républiques de l'Union en 1955. Le système de planification directrice centralisée hérité de la période stalinienne fut supprimé en 1955 et remplacé par un nouveau système de «coordination planifiée» par le Gosplan et les ministères de l'ensemble des républiques de l'Union.

Les deux années qui suivirent le XXe Congrès du PCUS virent d'autres changements radicaux dans la manière de diriger l'économie soviétique. Par la Résolution no. 555 du Conseil des Ministres de l'URSS datée du 22 mai 1957, le système d'allocation des produits du secteur d'État fut supprimé et une multitude d'organisations centralisées de vente furent créées sous l'autorité du Gosplan, en vue de vendre les produits industriels fabriqués par l'industrie soviétique. L'élimination de Molotov, de Kaganovitch et de Sabourov de la tête du PCUS eut un impact immédiat sur la ligne de conduite économique. La transformation des moyens de production en marchandises fut officialisée par la Résolution no. 1150 du Conseil des Ministres de l'URSS, le 22 septembre 1957, prévoyant que les entreprises devraient désormais opérer sur la base du profit.

La troisième édition du Traité d'économie politique paru en 1958 reflétait fidèlement le nouveau système économique en minimisant le fait que les moyens de production circulaient à l'intérieur de l'État comme des marchandises.12

Dans sa réponse aux lettres de A.V. Sanina et V.G. Venzher, Staline s'était déclaré opposé à ce que les stations de tracteurs, qui possédaient les instruments de base de la production agricole, soient vendus aux fermes collectives, ce qui, entre autres choses, aurait eu pour résultat d'inscrire dans la sphère de la production de marchandises une quantité gigantesque d'instruments de production. Les économistes Sanina et Venzher n'étaient pas isolés lorsqu'ils exprimèrent leur opinion. Une année plus tôt, A. Paltsev, dans la brochure *Sur les sentiers de la transition du socialisme* (Kiev, 1950) avait suggéré qu'avec la croissance des techniques agricoles dans les stations de tracteurs et avec la fusion des fermes collectives de moindre importance, soient établis des départements «stations de tracteurs» sous l'autorité des fermes collectives, étroitement liés au travail d'une ferme collective donnée.¹³ Par cette mesure, Paltsev proposait en fait que la propriété de l'ensemble du peuple, la propriété de l'État, soit subordonnée à la propriété de groupes de fermes collectives. La condition préliminaire à la dissolution des stations de tracteurs était de supprimer le système d'allocation des principaux instruments de production à l'agriculture.

Par la Résolution no. 663, en juillet 1957, le Gosplan mit fin au système d'allocation de matériel agricole hérité de l'époque de Staline et créa sous sa juridiction une organisation, la Glavavtotraktorsbita, qui eut pour fonction de vendre au secteur agricole l'équipement mécanique dont il avait besoin. En 1958, tout en se démarquant pour la forme de la proposition antérieure de Venzher, Khrouchtchev démarra la politique de dissolution des stations de tracteurs et celle de la vente des instruments de production agricole aux fermes collectives. Le résultat fut, bien entendu, que les moyens de production, dans l'agriculture comme dans l'industrie, se mirent à circuler sous forme de marchandises.

Le publiciste soviétique Vinnichenko, qui était proche de Venzher et de Khrouchtchev, répandit l'idée qu'une «méfiance» à l'égard de la paysannerie était à la base de l'opposition de Staline à la propriété des instruments de production par les fermes collectives. Ce n'était pas vrai. Staline ne faisait que soutenir la même position marxiste qu'Engels, lequel, dans une lettre à Bebel, en janvier 1886, avait déclaré sans équivoque que les moyens de production de l'agriculture devaient être la propriété de la société dans son ensemble, de façon à ce que les intérêts particuliers des fermiers des coopératives ne puissent prévaloir sur les intérêts de l'ensemble de la société.¹⁴

En outre, tant Engels que Staline étaient d'avis que les paysans riches ne devaient pas être membres des fermes collectives. On comprend que dans ces démocraties populaires où les koulaks (et même certaines catégories des grands propriétaires terriens) étaient membres des coopératives de production agricole et où les principaux instruments de production étaient la propriété de ces

coopératives, la critique adressée par Staline à Sanina et Venzher ait reçu un accueil glacial.

La lutte pour une conception marxiste de la loi de la valeur

S'ajoutant aux écrits de Yudin, un article de Souslov, publié dans les Izvestiya, le 25 décembre 1952, évoquait les implications des idées de N.A. Voznesensky exprimées dans la brochure Économie de guerre de l'URSS pendant la guerre patriotique, parue en 1947. Le grief principal adressé à Voznesensky était qu'il avait fétichisé la loi de la valeur, qui était présentée comme régulant la distribution du travail dans les différents secteurs de l'économie soviétique.

Il est tout à fait évident que c'était le cas, puisque nous trouvons dans cet ouvrage le passage suivant: «La loi de la valeur opère non seulement dans la distribution des produits, mais aussi dans la distribution du travail lui-même parmi les différents secteurs de l'économie nationale de l'Union soviétique. Dans ce cadre, le plan d'État se sert de la loi de la valeur pour assurer la répartition appropriée du travail social parmi les divers secteurs de l'économie, et ce, au mieux des intérêts du socialisme».15

Qu'est-ce qui était en jeu? En ce qui concerne la mise en application de la loi de la valeur dans la société soviétique, beaucoup de choses en dépendaient, du point de vue avantageux de la théorie économique marxiste. Marx et Engels considéraient que la loi de la valeur n'entrait en jeu que dans les sociétés où la production de marchandises était présente. La valeur entrait en jeu avec l'augmentation de la production de marchandises et cessait d'opérer avec la fin du système des marchandises.16 Étant donné l'argument selon lequel la valeur réglementait l'attribution du travail dans l'économie, la seule conclusion logique était qu'un système de production généralisé de marchandises, c'est-à-dire le capitalisme, prévalait en Union soviétique. Voznesensky, par conséquent, soulevait des questions fondamentales sur la nature réelle de la société socialiste.

Pour Marx et Engels, la loi de la valeur opérait dans une société où existait la production de marchandises: «Le concept de valeur est l'expression la plus générale et, par conséquent, la plus complète des conditions économiques de la production de marchandises».17 Une société de production de marchandises est composée de producteurs privés dont les marchandises sont «produites et échangées les unes contre les autres par ces producteurs privés, pour leur propre compte».18 Logiquement, dans une société où la production de marchandises s'est terminée par «la saisie des moyens de production par la société, la production de marchandises est abolie en même temps que la maîtrise du producteur sur le produit. L'anarchie dans la production sociale est remplacée par une organisation systématique et bien précise».19 La loi de la valeur devient alors superflue. C'est également ce qu'implique l'argument avancé par Marx dans sa Lettre à Kugelmann de juillet 1868, où il prétendait: «Que cette nécessité de distribuer le travail social dans des proportions définies ne puisse être supprimée

par la forme particulière de production sociale, mais qu'elle puisse seulement changer de forme, est une évidence. On ne peut abolir aucune loi naturelle. Ce qu'on peut changer, en modifiant les circonstances historiques, c'est la forme selon laquelle ces lois opèrent. Et la forme selon laquelle s'opère cette division proportionnelle du travail dans une société où l'interconnexion du travail social se manifeste dans l'échange privé de produits privés du travail, est précisément la valeur d'échange des produits».20

Car, dans une société où l'interconnexion du travail social se produit en l'absence d'un système marchand, c'est-à-dire sans producteurs privés, l'attribution du travail social se produirait sans qu'intervienne la notion de valeur. C'est ce que confirme Engels quand il dit: «Il est vrai que, même alors (sous le socialisme) il sera toujours nécessaire que la société sache quelle quantité de travail il faudra pour produire chaque article de consommation. Elle devra arranger son plan de production en accord avec ses moyens de production, qui comprennent, en particulier, sa force de travail. Les effets utiles des différents articles de consommation, comparés les uns aux autres et avec deux quantités de travail nécessaires à leur production, finiront par déterminer le plan. Les gens seront capables de tout gérer très simplement, sans l'intervention de la valeur tant vantée».21

Ceci est encore corroboré par Marx dans son dernier texte important sur l'économie politique, Commentaires sur le Manuel d'économie politique d'Adolphe Wagner, en 1879-1880, texte dans lequel il rejetait l'idée, que lui avait attribuée Wagner, selon laquelle la valeur opérerait dans une société socialiste. Marx a critiqué la prémisse de Wagner selon laquelle dans «l'État social marxiste, sa théorie (de Marx) de la valeur développée pour la société bourgeoise déterminerait la valeur».22

Marx et Engels ont clairement exclu l'application de la loi de la valeur dans une société socialiste. Cependant, ils ont admis que dans une société socialiste de transition, la valeur serait conservée là où la petite paysannerie continuerait à exister en tant que classe. Engels a parlé d'une telle condition en 1884 dans son article sur la Question paysanne en France et en Allemagne: «Quand nous serons en possession du pouvoir sur l'État, nous ne penserons même pas à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans compensation), comme nous devons le faire pour les grands propriétaires terriens. Notre toute première tâche, en ce qui concerne le petit paysan, consistera à effectuer la transition de son entreprise privée et de sa propriété privée vers des entreprises et des propriétés coopératives, pas de façon coercitive, mais à titre d'exemple et par l'offre d'une assistance sociale dans ce but».

En URSS, même après la collectivisation et l'instauration de la propriété de groupe, la production privée a continué d'exister sous une forme restreinte. Le Gosplan a pu supprimer l'effet de la loi de la valeur dans le domaine de

l'industrie d'État, des fermes étatisées et des stations de tracteurs en réglementant la distribution du travail selon un plan bien défini. Mais cela n'était pas possible en ce qui concerne les fermes collectives. Bien sûr, la terre ensemencée, les récoltes, le développement du travail des tracteurs, le nombre des têtes de bétail appartenant à l'État, la production agricole dans son ensemble, le volume des paiements obligatoires et les paiements en espèces aux stations de tracteurs furent soumis au cadre de la planification centrale. Mais l'État ne put planifier l'utilisation de la production de marchandises en surplus ni l'utilisation de la force de travail à certaines époques définies et pour certaines tâches définies.²³

Voznesensky n'a pas maintenu la position marxiste. Il a soutenu que la loi de la valeur s'appliquait à la distribution du travail dans les divers domaines de l'économie soviétique, c'est-à-dire dans les secteurs industriels aussi bien que dans les secteurs agricoles. En propageant cette façon de voir, Voznesensky se situait en marge du consensus général des économistes soviétiques. Un article éditorial de 1943 intitulé *Quelques problèmes rencontrés dans l'enseignement de l'économie politique*, avait défendu l'idée que «l'assignation de fonds et de force de travail à des secteurs individuels de la production s'effectue de façon planifiée, en harmonie avec les tâches fondamentales de la construction du socialisme».²⁴ De même, l'année suivante, le doyen de l'économie politique soviétique, K.V. Ostrovityanov, prétendit que dans une économie socialiste, «la distribution du travail et des moyens de production aux différents secteurs de l'économie nationale s'effectue, non pas sur base d'un mouvement imprévisible des prix et de la poursuite du profit, mais sur base d'une direction planifiée se servant de la loi de la valeur».²⁵ La valeur «ne dirige pas la distribution du travail social» dans ce cas, mais joue «le rôle d'instrument auxiliaire de la distribution planifiée du travail et des moyens de production parmi les secteurs de l'économie soviétique».

La valeur ne commandait pas le développement de la production des moyens de production: si on ne la limitait pas, on ne pouvait trouver les fonds nécessaires à attribuer à ce secteur. Pourtant, Voznesensky, dans sa discussion sur la fixation des proportions appropriées entre la production des moyens de production et celle des biens de consommation aux fins de reproduction sur une échelle de plus en plus grande, s'exprime de façon à éviter soigneusement d'indiquer la primauté de la production des moyens de production (Département 1) par rapport à la production des biens de consommation (Département 2) qui était nécessaire pour assurer l'expansion continue de l'économie nationale. Il relègue la question dans la partie de son travail relative à l'économie d'après-guerre: «Si nous divisons la production socialiste en URSS en Département 1, production des moyens de production, et Département 2, production des articles de consommation, la valeur des moyens de production mis de côté par l'État soviétique pour les entreprises du Département 2 doit, de toute évidence, dans une mesure définie par planification, correspondre à la valeur des biens de

consommation mis de côté pour les entreprises du Département 1. En effet, si les entreprises du Département 1 devaient être privées d'articles de consommation et les entreprises du Département 2 des moyens de production, la reproduction socialiste sur une vaste échelle serait impossible, dans la mesure où les travailleurs des entreprises produisant des moyens de production seraient privés d'articles de consommation, alors que les entreprises produisant des articles de consommation seraient privées de moyens de production, c'est-à-dire de combustible, de matières premières et d'équipement».26

En revanche, Ostrovityanov avait reconnu que la valeur ne fonctionnait qu'à un niveau auxiliaire dans la planification de la distribution des moyens de production.27 Plus catégoriquement, l'auteur de l'éditorial de 1943 soutenait, en prenant l'exemple de l'usine Kirov, à Makeyevka, et les complexes de Magnitogorsk et de Kuznetsk, que la valeur ne régissait pas le développement de l'industrie métallurgique soviétique, qui fonctionnait depuis de nombreuses années grâce à des budgets d'État, sans rapporter le moindre profit.28

La critique du petit livre de Voznesensky par Souslov mit dans le mille. Mais Voznesensky n'était pas qu'un théoricien car, en sa qualité de président du Gosplan, sous le Conseil des Ministres de l'Union soviétique, il était en mesure de faire appliquer une politique d'extension de la sphère opérationnelle des relations argent-marchandises en Union soviétique en 1948-49. L'examen de l'affaire de Leningrad qui eut lieu sous Gorbatchev a révélé que M.Z. Pomaznev, qui était vice-président du Comité d'Approvisionnement d'État de l'URSS s'était plaint que le Gosplan, sous Voznesensky, avait réduit le plan industriel national pour le premier trimestre de 1949. Plus tard, Shkiryatov de la Commission de Contrôle du Parti a réitéré l'accusation et le Conseil des Ministres de l'URSS a pris note du fait que Voznesensky avait failli à sa tâche qui consistait à défendre les directives du gouvernement en matière de planification.29 L'accusation de réduction du planning industriel est en relation tout à fait logique avec l'augmentation des prix de gros des marchandises de l'industrie lourde en janvier 1949 et avec la tentative de donner un rôle déterminant au profit dans la production des moyens de production et de faire entrer ceux-ci dans la sphère des relations argent-marchandises. L'expulsion de Voznesensky du Gosplan, le 5 mars 1949, vit le début de l'annulation de sa politique économique à plusieurs stades, si bien que les prix de gros furent finalement abaissés à trente pour-cent en dessous de ceux de 1949. Voznesensky devint le héros de ceux qui voulaient remodeler l'économie soviétique selon les schémas d'une économie de marché: il fut réhabilité peu de temps après la mort de Staline.

L'article de Souslov, de 1952, soulevait une autre question relative à la valeur. Il critiquait l'idée longtemps prédominante parmi les économistes soviétiques, selon laquelle, sous le socialisme, la valeur était «transformée» ou «modifiée» de façon à servir le socialisme. Dans Problèmes économiques, Staline avait rejeté l'opinion que cela se produisait dans le cas d'une économie socialiste

planifiée car, si la valeur pouvait être «transformée», les lois économiques pourraient alors être abolies et remplacées par d'autres lois. La sphère d'action d'une loi économique pouvait être restreinte mais elle ne pouvait pas être «transformée», ni «abolie».30

La notion subjectiviste de «transformation» des catégories de valeur sous le socialisme a imprégné l'économie politique soviétique. Voznesensky a donné une illustration de cette tendance lorsqu'il a prétendu que «la marchandise, dans la société capitaliste, est affranchie du conflit entre sa valeur et sa valeur d'usage si caractéristique de la marchandise dans la société capitaliste, où elle provient de la propriété privée des moyens de production».31 Était-il possible que, sous le socialisme, la marchandise puisse être affranchie du conflit entre valeur d'usage et valeur d'échange? En URSS, la valeur a persisté à cause de l'existence de deux types de propriété. Si la propriété de groupe, principalement représentée par les fermes collectives, était élevée au statut de propriété d'État, alors la base opératoire des reliquats de valeur cesserait d'exister. Mais c'est la marchandise en soi que Marx considérait comme la «cellule» primitive ou «embryon» du capitalisme. Elle ne pouvait être ni «changée» ni «transformée», seule sa portée pouvait être limitée et restreinte.

L'interprétation que faisait Staline de cette question correspondait à la position marxiste d'Engels, qui écrivait ceci à Kautsky en septembre 1884, alors que celui-ci rédigeait le brouillon d'un article sur les théories économiques du professeur et économiste socialiste allemand Rodbertus: «Vous faites la même chose (que Rodbertus) avec la valeur. La valeur actuelle est celle de la production de marchandises, mais avec l'abolition de la production de marchandises, la valeur se 'modifie' aussi, c'est-à-dire que la valeur en elle-même reste mais sous une forme modifiée. Mais, en fait, la valeur économique est une des catégories qui appartiennent à la production de marchandises et qui disparaissent avec elle,32 vu qu'elle n'existait pas avant elle. La relation entre le travail et le produit ne s'exprime pas sous forme de valeur avant la production de marchandises, et ne le fera pas après non plus».33

Pour Engels, une valeur «modifiée» représentait l'introduction en fraude des effets de la loi de la valeur, ce qui était intolérable dans une société socialiste. Dans les écrits de Kautsky, cela ne représentait qu'un faux pas isolé, mais Staline a été confronté à une situation où virtuellement la totalité des économistes de l'URSS ont avalisé cette erreur.

La notion de valeur «transformée» semble avoir surgi comme l'expression d'un besoin double. Premièrement, il fallait critiquer l'idée selon laquelle la valeur pouvait être arbitrairement abolie en Union soviétique, quand l'existence des fermes collectives rendait nécessaire le maintien des relations argent-marchandises. Deuxièmement, il fallait articuler la réalité, à savoir que dans les conditions générées par une économie socialiste planifiée, l'opération de la

valeur ne jouait qu'un rôle auxiliaire ' subordonné et restreint. Cependant, la conception de valeur «modifiée» présentait, au sens marxiste, un net contenu idéologique. C'est la raison pour laquelle Staline a considéré que la formule, quoique longtemps d'usage courant en Union soviétique, devait être abandonnée par souci d'exactitude. La notion de valeur «transformée» donnait naissance à un problème similaire en continuant à véhiculer l'idée selon laquelle la valeur pouvait être créée ou abolie de façon arbitraire et parce qu'elle pouvait devenir un levier théorique servant à justifier l'extension, plutôt que la contraction, de la sphère d'influence des relations argent-marchandises, comme cela s'était indubitablement produit avec Voznesensky.

Avec l'expansion rapide des relations argent-marchandises au sein de l'économie soviétique après 1953, il était peut-être - inévitable que la marchandise «transformée» opère un retour. Le Manuel d'économie politique de 1954 prétendait que l'économie socialiste ne connaissait pas la contradiction entre travail privé et travail social.³⁴ Une telle argutie posait de nombreux problèmes. Elle suggérait que, dans une société encore contrainte à pratiquer la production de marchandises d'une façon limitée, on pouvait dire que le travail social était une réalité tangible et à part entière, en dépit du fait que la classe ouvrière continuait à percevoir un salaire grâce auquel elle achetait des biens de consommation. Elle tendait à impliquer, en outre, que la contradiction entre travail concret et travail abstrait (qui, selon Marx, ne pouvait disparaître que dans une société communiste) avait déjà été résolue. Il allait aussi apparaître qu'il ne fallait pas abolir le travail privé en portant la force de travail de la paysannerie des fermes collectives - qui n'était pas totalement dans la sphère de la planification socialiste pendant des périodes définies à des tâches définies et qui conservait les caractéristiques du travail privé tant que la relation entre le travail et le produit s'exprimait totalement sous forme de valeur -au niveau du travail social de la classe ouvrière à ce stade historique, contrôlant la propriété du peuple tout entier.

L'édition 1951 du Manuel d'économie politique ramenait l'économie politique soviétique aux marchandises affranchies de toute contradiction de Voznesensky, et elle rejetait la position de Staline dans Problèmes économiques, position selon laquelle la contradiction entre les rapports de production et les forces de production continuaient à jouer un rôle en Union soviétique.

Dans les années qui suivirent 1953, le PCUS ne se considérait plus comme le parti de l'avant-garde ouvrière de la tradition léniniste, mais comme le parti du peuple tout entier. L'État de la dictature du prolétariat qui, selon Marx, devait perdurer jusqu'à l'avènement du communisme, fut remplacé par l'État de tout le peuple. Avant les réformes de 1953-58 en faveur d'une économie de marché, il était possible de prétendre, comme l'avait fait Staline, que la production de marchandises, en Union soviétique, était d'un type spécial: «La production de biens sans les capitalistes, qui concerne principalement les marchandises

produites par des producteurs socialistes associés (l'État, les fermes collectives, les coopératives), dont la sphère d'opération se limite aux articles de consommation personnelle, ce qui ne peut évidemment pas se développer dans une production capitaliste, avec son 'économie basée sur l'argent', est destinée à servir le développement et l'affermissement de la production socialiste».35

Mais après les réformes de 1953-58 vers une économie de marché, quand les moyens de production ont commencé à circuler comme des marchandises, la situation a changé qualitativement. Les formes de production de marchandises qui existaient sous le socialisme étaient, comme Staline l'a fait remarquer, d'une nature spéciale. Après les réformes, les restrictions imposées à la production de marchandises ont été levées et les formes de marchandises ont commencé à constituer des relations économiques d'un autre type. Marx, dans *Le Capital*, a établi que la marchandise, cellule de base du capitalisme, contenait en elle-même l'embryon à la fois du travail rétribué et du capital. La logique d'une production de marchandises en expansion rapide signifiait que les catégories économiques telles que la force de travail, la valeur excédentaire, le profit capitaliste et le taux de profit moyen, ne tarderaient pas à faire leur réapparition. C'est dans ce contexte que le programme pour l'établissement de la société communiste proposé par Khrouchtchev en 1961 doit être évalué. Au lieu de réduire la sphère de la production des marchandises et de leur circulation dans la marche en avant vers le communisme, le PCUS a envisagé de l'étendre. Son programme abandonnait la tâche d'abolition des classes sous le socialisme et ne se souciait plus de restructurer les rapports de production dans la société soviétique. Le but fixé par Staline de faire passer la propriété de groupe des fermes collectives au statut de propriété publique fut abandonné. En lieu et place, une notion de fusion future de la propriété d'État fut adoptée sous Khrouchtchev.

Notes:

1. Malenkov, G.M., «Les activités du CC du PCUS(b)» dans *Pour une paix durable, Pour une démocratie du peuple*, Bombay, 1948, p. 79.
2. Voznesensky, N.A., «Plan quinquennal pour la réorganisation et le développement de l'économie nationale de l'URSS 1946-1950», *Soviet News*, London, 1946, p. 10.
3. Staline, J., «Les relations internationales de l'après-guerre», *Soviet News*, London, 1947, p. 13.
4. *Filosofskaya Entsiklopediya*, Vol. 1, Moscou, 1960, p. 177.
5. Boukharine, N.I., *Metodologiya i Planirovanie Nauki i Tekhniki*, *Izbrannie Trudy*, Moscou, 1989, p. 135.

6. Yaroshenko, L.D., Svidetel'stva Vremeni, Igor Troyanovskii (Ed), Staline, J., Ekonomicheskie Problemy Sotsializma v SSSR, Peredelkino, 1992, p. 100-104.
7. Yudin, R.E., Trud I.V. Stalina «Ekonomicheskie Problemy Sotsializma v SSSR» - Osnova Dalneishego Razvitiya Obshestvennikh Nauk, Moscou, 1953, p. 23-24.
8. Lénine, V.I., Polnoe Sobranie Sochineniya, Vol.43, 5e éd., Moscou, 1963, p. 276.
9. Trifonov, D.K., et al., Istoriya Politicheskoi Economii Sotsializma, Ocherki, Léningrad, 1972, p. 201.
10. Staline, J., Problèmes économiques du socialisme en URSS, Moscou, 1952, p. 21.
11. Yudin, Op.cit., p. 23.
12. Ostrovityanov, K.V., et al., Politicheskaya Ekonomiya, Uchebnik, 3e éd., Moscou, 1958, p. 505.
13. Yudin, Op.cit., p. 31-32.
14. Engels, F., «Lettre adressée à Bebel à Berlin», 20-23 janvier 1889, dans Marx, K. et Engels, F., Sobranie Sochneniya, Vol. 36, Moscou, 1964, p. 361.
15. Voznesensky, N., Économie de guerre en URSS lors de la période de la guerre patriotique, Moscou, 1948, p. 118.
16. Engels, F., «Lettre adressée à Karl Kautsky à Zürich», dans Marx, K., Sur la valeur, Belfast, 1971, p. 5.
17. Engels, F., l'Anti-Dühring, Moscou, 1978, p. 376.
18. Ibid., p. 240.
19. Ibid., p. 343.
20. Marx, K., Lettres au Dr Kugelmann, Londres, s.d., p. 73-74.
21. Engels, F., Ibid., p. 375.
22. Marx, K., Sur la valeur, p. 28.
23. Smolin, N., O zachatkakh produkto-obmena, Voprosi Ekonomiki, no. 1, 1953, p. 33-45.
24. Pod Znamenem Marksizma, no. 7-8, 1943.
25. Ostrovityanov, K.V., Ob osnovnikh zakonomernostyakh razvitiya sotsialisticheskogo khozaistva, Bol'shevik, no. 23-24, 1944, p. 50-59.
26. Voznesensky, N., Loc.cit.

27. Ostrovityanov, K.V., Op.cit.
28. Pod Znamenem Marksizma, Op.cit.
29. Izvestiya Ts.K KPSS, no. 2, 1989.
30. Staline, J., Op.cit., p. 97.
31. Voznesensky, N., Économie de guerre, p. 97.
32. Engels, F., l'Anti-Dühring, p. 252-62.
33. Engels, F., «Lettre adressée à Karl Kautsky à Zürich» dans Marx, K., Sur la valeur, p. 5-6.
34. Ostrovityanov, K.V., et al., Politicheskaya Ekonomiya, Uchebnik, Prem. éd., Moscou, 1954, p. 442.
35. Staline, J., Op.cit., p. 20-21.

Tiré du livre du livre <L'effondrement de L'union soviétique: causes et leçons> pour donner un nouvel essor révolutionnaire au mouvement communiste international, aux Éditions EPO. Nous vous conseillons fortement la lecture de livre

Traduit de l'anglais par le Dr Adélar Paquin.

Cliquez ici pour retourner au textes en français.